Contre les violences sexistes et sexuelles, nous ne lâcherons rien !

Des droits, des moyens, une loi intégrale : il y a urgence

➔ Les violences sexistes et sexuelles sont systémiques, profondément ancrées dans une société patriarcale. Chaque année, des centaines de milliers de femmes et d'enfants en sont victimes. Dans la rue, dans les transports, dans la famille, dans les lieux d'études, dans les associations, mais aussi sur nos lieux de travail. Aucune sphère de la société n'est épargnée.

➔ Malgré les promesses répétées, les réponses restent insuffisantes. Les victimes se heurtent toujours trop souvent au manque d'écoute, à la minimisation des faits, à des difficultés pour porter plainte, aux classements sans suite et à l'absence de moyens pour leur accompagnement. Nous ne cesserons de le marteler, la honte doit changer de camp !

➔ Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, nous réaffirmons notre détermination.

Une loi intégrale : un premier pas arraché par la lutte mais encore très insuffisant face à l'urgence !

➔ Le projet de loi adopté en première lecture le 13 octobre dernier constitue un premier pas : il acte enfin l'idée d'une approche globale de la prise en charge des violences sexistes et sexuelles. Ces avancées ne doivent rien au hasard : ce sont les mobilisations massives qui ont permis d'introduire des mesures de prévention, de formation des professionnel·les, de protection et d'accompagnement des victimes.

➔ Ce premier pas ne doit pas faire oublier que le texte, qui n'avait déjà retenu que 60 mesures sur les 140 de la coalition féministes et enfantistes pour une loi cadre intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, a été vidé d'une partie de sa substance lors des débats parlementaires. En supprimant les mesures de protection pour les femmes sans papiers et les demandeuses d'asile victimes de violences, les parlementaires ont organisé un tri inacceptable entre les victimes. Pour Solidaires, la protection face aux violences est un droit fondamental inconditionnel, jamais une variable d'ajustement des politiques migratoires racistes et xénophobes ! Les droits des femmes ne peuvent pas être conditionnés à leur nationalité ou à leur situation administrative !

➔ De plus, une loi sans financements massifs et sans recrutements dans les services publics n'est qu'un affichage hypocrite. On ne protège pas les victimes avec des textes de loi pendant qu'on asphyxie l'hôpital, la justice, l'école et les associations féministes par l'austérité budgétaire. Une loi sans budget n'est qu'une déclaration d'intention !



Le travail n'est pas une zone sans violences !

➔ Les violences sexistes et sexuelles traversent toujours le monde du travail. Les rapports hiérarchiques, la précarité et les inégalités professionnelles renforcent les situations de domination et rendent plus difficile la dénonciation des violences.

➔ Trop souvent, les victimes doivent affronter seules les conséquences des violences. Pour Solidaires, combattre les violences au travail suppose là aussi de donner les moyens d'agir, y compris aux organisations syndicales. Solidaires revendique des droits spécifiques pour les victimes de violences intrafamiliales, notamment des congés rémunérés permettant d'effectuer les démarches nécessaires, de se soigner, de se mettre à l'abri et de reconstruire leur vie sans subir de conséquences. Aucun lieu de travail ne doit être un espace d'impunité pour les agresseurs.

Union syndicale Solidaires



17 nov. 2026

PRÉVENIR, PROTÉGER, ACCOMPAGNER : DES MOYENS PUBLICS À LA HAUTEUR !

→ La lutte nécessite une véritable politique publique, des services publics renforcés et des professionnel·les en nombre suffisant pour les faire fonctionner.

→ Solidaires dénonce les discours réactionnaires et masculinistes qui cherchent à remettre en cause les droits des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+. L'extrême droite prétend se saisir de la question des violences. Mais dans les faits, elle combat les politiques de prévention, l'éducation à l'égalité et les financements des associations. Nous ne laisserons pas la lutte contre les violences être instrumentalisée à des fins racistes ou xénophobes. L'extrême droite sera toujours l'ennemie des femmes et des minorités de genre.

NOUS EXIGEONS :

- 3 milliards d'euros globaux pour financer la prévention, la protection et la prise en charge intégrale des soins (notamment les psychotraumatismes).
- Une éducation à la vie affective et sexuelle (EVARS) effective de la maternelle au lycée et des formations obligatoires pour l'ensemble des personnels de l'éducation, de la santé, de la justice et du monde du travail.
- Des droits concrets au travail : un congé rémunéré de 20 jours sans justificatif pour les victimes de violences sexistes et sexuelles, l'interdiction stricte de licenciement, des moyens et du temps et, des moyens pour les référent·es harcèlement.
- Une justice spécialisée et formée, avec un socle minimal d'actes d'enquête obligatoires et rapides pour mettre fin au taux intolérable de 94 % de classements sans suite.

LE 25 NOVEMBRE ET TOUS LES JOURS : FAISONS ENTENDRE NOS COLÈRES ET NOS EXIGENCES !



Les violences sexistes et sexuelles ne sont pas une fatalité. Elles sont le produit d'un système de domination que nous devons combattre collectivement. Nous avons besoin de mobilisations, de solidarités et d'un rapport de force pour imposer des changements concrets. Dans les entreprises et les administrations, dans les services publics, dans les rues et dans les institutions, nous devons continuer à faire vivre nos revendications.

Union syndicale Solidaires

L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES APPELLE À SE MOBILISER MASSIVEMENT LE MERCREDI 25 NOVEMBRE ET LE SAMEDI 28 NOVEMBRE 2026. LE PATRIARCAT NE TOMBERA PAS TOUT SEUL. ORGANISONS-NOUS, MOBILISONS-NOUS, LUTTONS !